

Ce sont les revendications de la classe ouvrière qu'il faut faire entendre dans la rue !

Mercredi 23 octobre, 4 000 policiers ont manifesté à Bruxelles pour demander « plus de respect » et plus de mesures répressives contre les « incivilités » à leur égard. Certes beaucoup de policiers vivent mal le rôle que le pouvoir leur fait jouer, contre la délinquance qui augmente à cause de la crise, contre les travailleurs qui s'opposent à la fermeture de leur entreprise...

Cependant, bien que les policiers manifestants fussent habillés aux couleurs syndicales, ce n'était pas une simple manifestation de salariés, mais la manifestation d'un corps de répression de l'Etat qui réclame plus de pouvoir.

Ce qu'ont bien compris les démagogues de droite et d'extrême-droite, bien représentés à la manifestation. Ainsi Modrikamen et l'ex-monsieur météo de RTL Trullemans qui s'était fait remarquer pour son racisme. Et le bourgmestre d'Anvers Bart de Wever qui manifestait aux côtés de « ses » policiers de Houthalen-Helchteren où il y a eu des blessés du côté policier lors d'une récente émeute suite à une intervention de la police. Ou encore les dirigeants et militants du Vlaams Belang présents avec des pancartes « sécurité pour et par la police ».

Ces partis et politiciens - dont les idées racistes sont d'ailleurs bien représentées dans la police et ont déjà fait des victimes - défendent la version la plus autoritaire de la politique patronale.

Car la répression qu'ils prônent en versant des larmes de crocodiles sur des policiers blessés est à sens unique. Ce ne sont jamais les riches qui sont face à la répression policière. Ce ne sont pas les licenciés qui ont la police sur le dos, mais des jeunes sans aucune perspective d'emploi, d'origine immigrée ou non. Ce ne sont pas les capitalistes enrichis par la fabrication d'armes, mais les réfugiés afghans que l'Etat veut renvoyer dans un pays où la Belgique participe à une guerre injuste.

C'est une répression qui se dirige surtout contre les travailleurs qui ne veulent pas se laisser licencier sans se défendre. Qu'on se souvienne des militants

syndicaux peints en voyous par les télévisions et trainés devant les tribunaux en vertu d'un article de loi datant du 19ème siècle, une époque où les ouvriers n'avaient même pas le droit de vote. Ou de ce jeune ouvrier qui a perdu un œil en manifestant à Strasbourg contre Mittal qui le condamne au chômage !

Un manifestant policier victime de coups de couteaux expliquait sa révolte par le fait que son collègue qui avait tiré sur l'agresseur et l'avait tué, devait aujourd'hui se justifier devant un tribunal. Mais heureusement que les policiers doivent aussi passer devant un tribunal quand ils tuent quelqu'un ! Que faudrait-il ? Un permis de tuer pour porteurs d'armes en uniforme ? Mais un tel permis serait valable aussi pour les policiers qui ont handicapé à vie un travailleur !

La société n'en deviendrait pas moins violente, au contraire !

Car la source première de la violence est la guerre de classe que la classe capitaliste mène contre les travailleurs. Les riches capitalistes qui dirigent la société sont une infime minorité. Alors, lors des crises, leur pouvoir ne tient que par la répression, grâce à une police forte, face à des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes au chômage.

Il n'y aura pas de « sécurité » tant que les travailleurs pourront se voir privés d'emploi et de salaire du jour au lendemain, par la décision d'un patron. Tant qu'on laissera agir les capitalistes à leur guise, ils imprèneront la société avec la violence d'un système qui condamne la majorité des êtres humains à la misère pour enrichir une poignée de riches.

Face à cette classe capitaliste qui n'a rien d'autre à proposer que le chômage, l'exploitation et la répression qui va avec, il est primordial que les travailleurs fassent entendre leurs propres intérêts fondamentaux, à commencer par la défense de la seule chose qu'ils possèdent dans cette société : leur emploi et leur salaire !

Il faut mettre un terme au chômage qui gangrène la société. Et la première chose à faire pour ça c'est interdire les licenciements ! Il faut partager le travail entre tous, sans perte de salaire, et réembaucher dans les services publics. Au lieu de faire payer les travailleurs, il faudra prendre sur les profits !

Voilà le choix qui s'offre aux travailleurs: continuer à laisser la classe capitaliste enfoncer la société dans le chômage, la violence et l'ambiance réactionnaire et

répressive qui va avec, ou se préparer à lui opposer la force des millions de travailleurs, seule capable de la faire reculer.